2. Le deuxième moyen est tiré du fait que la Commission n'ayant pas répondu avant le 16 novembre 2015 à la demande de réexamen interne déposée le 29 mai 2015, elle a méconnu l'article 10, paragraphe 3, du règlement Aarhus.

- La Commission a adopté la décision attaquée le 16 novembre 2015, environ 24 semaines après le dépôt de la demande de réexamen. La Commission n'a pas fourni d'explication valable quant au fait qu'elle a violé l'exigence normale qui veut qu'une réponse soit fournie dans un délai de 12 semaines et, en tout état de cause quant au fait qu'elle n'a pas respecté le délai impératif de réponse dans les 18 semaines.

⁽¹⁾ Décision (UE) 2015/686 de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du soja génétiquement modifié MON 87769 (MON-87769-7), consistant en ce soja ou produits à partir de celui-ci, en application du règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil (JO L 112, p. 16).

⁽²⁾ Décision d'exécution (UE) 2015/696 de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du soja génétiquement modifié MON87705 (MON-87705-6), consistant en ce soja ou produits à partir de celui-ci, en application du règlement (CE) no 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil (JO L 112, p. 60).

⁽³⁾ Décision d'exécution (UE) 2015/698 de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du soja génétiquement modifié 305423 (DP-305423-1), consistant en ce soja ou produits à partir de celui-ci, en application du règlement (CE) no 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil (JO L 112, p. 71).

⁽⁴⁾ Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés (JO L 268 p. 1).

⁽⁵⁾ Règlement (CE) n° 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 concernant l'application aux institutions et organes de la Communauté européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (JO L 264, p. 13).

Recours introduit le 23 février 2016 — Shire Pharmaceuticals Ireland Ltd/Agence européenne du médicament

(Affaire T-80/16)

(2016/C 136/52)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Shire Pharmaceuticals Ireland Ltd (Dublin, Irlande) (représentants: D. Anderson, QC, M. Birdling, barrister, G. Caslte et S. Cowlshaw, sollicitors)

Partie défenderesse: Agence européenne du médicament

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision de l'Agence européenne du médicament, du 15 décembre 2015, communiquée à la requérante le 18 décembre 2015, refusant de valider une demande effectuée conformément au règlement (CE) n° 141/2000 ⁽¹⁾ visant à désigner un médicament comme médicament orphelin et
- condamner la défenderesse aux dépens de la requérante.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque un moyen en droit, aux termes duquel la décision attaquée comporte une erreur d'interprétation et d'application du règlement n° 141/2000. La requérante affirme que la défenderesse:

- n'a pas appliqué correctement l'article 5 du règlement n° 141/2000 en n'appréciant pas la nature procédurale du processus de validation;
- aurait dû conclure que les conditions de désignation n'étaient pas (ou ne pouvaient pas) être établies;
- a procédé à une application erronée des notions de «médicament» et de «principe actif», contraire aux articles 3 et 5 du règlement n° 141/2000;

- n'a pas appliqué correctement la communication de la Commission européenne relative au règlement n° 141/2000 et s'est fondée à tort sur cette dernière ⁽²⁾;
- s'est fondée à tort sur le fait que la requérante avait reçu auparavant un protocole d'assistance conformément à l'article 6 du règlement n° 141/2000 et
- a méconnu l'objectif du règlement n° 141/2000, tel qu'il a été identifié à l'article 1^{er} de ce règlement et dans son préambule.

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 141/2000 du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 1999, concernant les médicaments orphelins (JO L 18 p. 1).

⁽²⁾ Communication de la Commission relative au règlement (CE) n° 141/2000 du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins (JO C 178, p. 2).

**Recours introduit le 23 février 2016 — International Gaming Projects/EUIPO — adp Gauselmann
(TRIPLE EVOLUTION)**

(Affaire T-82/16)

(2016/C 136/53)

Langue de dépôt de la requête: l'anglais

Parties

Partie requérante: International Gaming Projects Ltd (La Valette, Malte) (représentants: M. Garayalde Niño, A. Alpera Plazas, avocats)

Partie défenderesse: Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)

Autre partie devant la chambre de recours: adp Gauselmann GmbH (Espelkamp, Allemagne)

Données relatives à la procédure devant l'EUIPO

Demandeur de la marque litigieuse: partie requérante

Marque litigieuse concernée: marque de l'Union européenne figurative comportant les éléments verbaux «TRIPLE EVOLUTION» — demande d'enregistrement n° 11 968 138

Procédure devant l'EUIPO: procédure d'opposition

Décision attaquée: décision de la deuxième chambre de recours de l'EUIPO du 2 décembre 2015 dans l'affaire R 725/2015-2

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- déclarer le présent recours recevable;
- annuler intégralement la décision attaquée;
- ordonner l'enregistrement de la marque de l'Union européenne «TRIPLE EVOLUTION» pour tous les produits et services pour lesquels la protection de la marque est demandée;
- condamner aux dépens l'EUIPO et/ou l'autre partie devant la chambre de recours.